



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

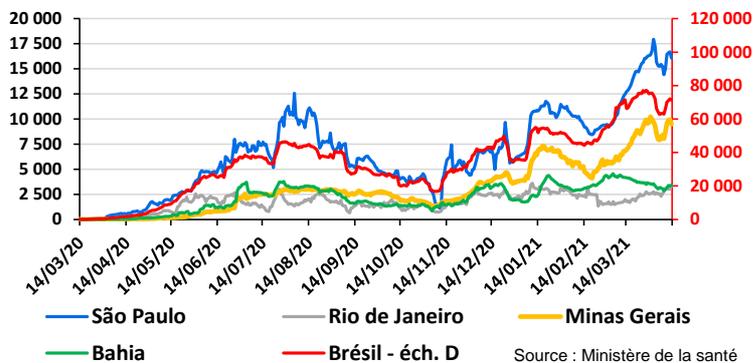
Semaines du 9 au 15 avril 2021

## Résumé :

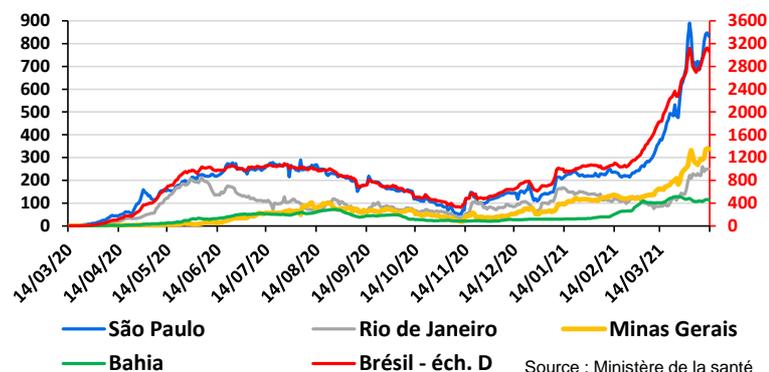
- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Les années 2010 marquent une nouvelle « décennie perdue » pour le Brésil.
- Un mois avant le renouvellement des mesures d'endiguement, les ventes au détail et les services ont progressé.
- L'inflation sur 12 mois et les prévisions d'inflation du marché s'éloignent davantage de la cible de la BCB.
- Evolution des marchés du 9 au 15 avril 2021.
- Tableau de la semaine : le Brésil a perdu une décennie de croissance du PIB par habitant.

## Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour  
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour  
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 71 010 nouveaux cas de Covid-19 et 3 101 décès par jour (contre 64 324 et 2 747 la semaine précédente). Au 13 avril, le Brésil compte au total 13,6 M cas de contaminations et 358 425 décès depuis le début de la pandémie.

## Les années 2010 marquent une nouvelle « décennie perdue » pour le Brésil.

**Les années 2010 marquent pour le Brésil une nouvelle « décennie perdue »** : alors qu'il avait un PIB par habitant de 15 394 USD<sup>1</sup> en 2011 (77<sup>ème</sup> rang mondial), celui-ci s'élève à 14 140 USD en 2020 (85<sup>ème</sup> rang mondial). Une performance qui se démarque fortement de la décennie précédente, durant laquelle le Brésil avait étonné par sa croissance économique soutenue et inclusive (un contingent important de la population était sorti de la pauvreté), ainsi que par sa résilience face à la crise financière globale de 2008.

Pourtant durant les années 2010, **la performance économique du Brésil s'est dégradée sous l'effet de conditions externes moins favorables** (fin de la *bonanza* des matières premières et des taux d'intérêt bas aux Etats-Unis) et d'une crise politique et économique violente en 2015-2016, dont le Brésil ne s'était toujours pas remis avant qu'il ne soit frappé, en 2020, par la pandémie de Covid-19. **A ces éléments conjoncturels s'ajoutent des vulnérabilités structurelles** dont la croissance économique brésilienne souffre depuis de nombreuses années : stagnation de la productivité en lien avec un sous-investissement dans l'éducation et un « coût Brésil »<sup>2</sup> pénalisant sa productivité et sa compétitivité, gouvernance remise en cause par les scandales de corruption, et finances publiques fragiles disposant de peu de marge de manœuvre contracyclique. Des inégalités parmi les plus élevées au monde créent enfin un contexte latent d'instabilité sociale.

**La baisse du PIB par habitant du Brésil sur 10 ans de -8,15% contraste fortement avec le reste du monde** : le PIB par habitant des économies avancées a en moyenne progressé de +6,2%, tout comme celui des économies émergentes (+11,8%) (cf. tableau de la semaine). **Cependant, elle se démarque assez peu du reste de l'Amérique du Sud et des Caraïbes (-7,9% en moyenne)**, tant l'ensemble de la

région a été frappé par une crise multiforme (économique, sociale, politique et géopolitique), dans le sillage de la crise financière internationale de 2008.

## Un mois avant le renouvellement des mesures d'endiguement, les services et les ventes au détail ont progressé.

**D'après les statistiques de l'IBGE, l'activité des services et du commerce de détail ont progressé en février.**

**Le volume des services a enregistré une hausse mensuelle corrigée des variations saisonnières (m.m. cvs) de +3,7% en février.** Malgré neuf mois consécutifs de croissance, le résultat mensuel est inférieur de -2% à celui de février 2020. Dans le détail, tous les segments ont contribué positivement à la progression mensuelle, notamment les services aux ménages (+8,8% m.m.), les transports (+4,1% m.m.) et autres services (+4,7% m.m.). Par ailleurs, l'indice des activités touristiques a augmenté de 2,4% m.m., mais il reste 31,1% inférieur à son niveau de février 2020.

**Les ventes au détail ont enregistré une hausse mensuelle corrigée des variations saisonnières (m.m. cvs) de +0,6% en février.** Elles sont inférieures de -3,8% par rapport à février 2020. Dans le détail, les ventes de carburants reculent (-0,4% m.m.), tout comme celles de produits cosmétiques et pharmaceutiques (-0,2% m.m.). A l'inverse, des secteurs enregistrent une hausse de ventes, comme celui de la grande distribution (+0,8% m.m.), de l'électroménager (+9,3% m.m.) et de l'habillement (+7,8% m.m.).

En outre, les ventes de véhicules et équipements automobiles et celles de matériel de construction ont également progressé (respectivement +8,8% m.m. et +2% m.m.). **Les ventes au détail « larges »,**

<sup>1</sup> Valeur en dollar et en parité de pouvoir d'achat constant.

<sup>2</sup> Le « coût Brésil » est communément associé à la difficulté de produire et de vendre des produits ou d'investir au Brésil, et constitue un élément important expliquant la faiblesse de la productivité brésilienne. Ce terme renvoie aux lourdeurs

bureaucratiques, à la structure fiscale, aux problèmes d'infrastructures et à la complexité législative (à la source de risques juridiques). A titre illustratif, l'étude *Doing Business* de la Banque Mondiale soulignait en 2019 que le Brésil était le 124<sup>ème</sup> pays au classement mesurant la facilité des affaires.

incluant ces deux secteurs, ont ainsi avancé de **+4,1% m.m. en février**.

**On peut néanmoins s'attendre à ce que l'activité de ces deux secteurs décélère voire recule à court terme, car des mesures d'endiguement ont repris dès mars.** Selon la Fondation Getulio Vargas (FGV), l'indice de confiance des services a baissé de -5,6 pts en mars par rapport à février (pour atteindre 77,6 pts) et celui du commerce de détail a reculé de -18,5 pts (pour atteindre 72,5 pts), sous l'effet de la dégradation des ventes actuelles et des perspectives.

**L'inflation sur 12 mois et les prévisions d'inflation du marché s'éloignent davantage de la cible de la BCB.**

L'IBGE vient de publier les statistiques de mars concernant l'indice des prix à la consommation large corrigée des variations saisonnières (IPCA, principal indice de référence d'inflation « apparente »). **La croissance de l'IPCA a été de 0,89% mensuelle (m.m.) en mars, contre 0,88% en février.**

En variation mensuelle, par segment, le groupe des **transports** enregistre une hausse de +3,8% m.m, tirée par l'augmentation des prix des carburants (+11,2% m.m.). Les **articles de logement** voient aussi leur prix augmenter (+0,8% m.m.) sous l'effet de l'inflation des combustibles domestiques. En revanche, l'inflation des **aliments et boissons** recule de -0,04% m.m. Ces évolutions opposées entre l'inflation énergétique et l'inflation alimentaire expliquent que, depuis le début de l'année, le pouvoir d'achat des classes moyennes recule plus vite que celui des plus modestes.

**Sur les douze derniers mois, la progression de l'IPCA atteint 6,1% g.a.** (contre 5,2% g.a. en février), ce qui place l'inflation au-dessus de la fourchette supérieure de la cible centrale de la politique monétaire (3,75% +/- 1,25 p.p.). **De plus, les prévisions d'inflation du marché augmentent :** selon le rapport Focus de la Banque Centrale du Brésil (BCB), les opérateurs de marché prévoient une inflation en 2021 de 4,85%, contre 3,6% il y a deux mois. **Cette tendance pourrait inciter la BCB à continuer son resserrement monétaire** lors de sa prochaine réunion de politique monétaire (4-5 mai). A ce titre, les économistes de marché prévoient que le taux Selic termine l'année à 5,25%, alors qu'il est actuellement à 2,75%.

A première vue, **le resserrement monétaire pourrait étonner étant donné que l'accélération de l'inflation apparente sur le mois est principalement influencée par la hausse des prix administrés** (notamment les combustibles) sur lesquels la politique monétaire a peu d'influence. Or il faut avoir en tête que les prix libres restent ceux qui contribuent davantage à l'inflation sur 12 mois (4,34 p.p. en mars) et que **l'augmentation des prix énergétiques aura des effets à plus long terme.** En plus de voir les prix de biens énergétiques augmenter (effets de premier tour directs), les prix de ventes des autres entreprises utilisant de l'énergie comme intrant augmenteront (effet de premier tour indirects). Enfin, des effets de second tour joueront : dans une boucle prix-salaire, on peut anticiper que les travailleurs négocieront des hausses salariales pour conserver leur pouvoir d'achat.

**Evolution des marchés du 9 au 15 avril 2021.**

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	<b>+2,5%</b>	<b>+0,4%</b>	120 497
Risque-pays (EMBI+ Br)	<b>+8pt</b>	<b>+28pt</b>	296
Taux de change R\$/USD	<b>+0,3%</b>	<b>+4,8%</b>	5,60
Taux de change R\$/€	<b>+1,0%</b>	<b>+3,2%</b>	6,70

\* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

## Tableau de la semaine : le Brésil a perdu une décennie de croissance du PIB par habitant

Pays	2011		2020		2011/2020
	PIB/habitant*	Rang mondial (/194)	PIB/habitant *	Rang mondial (/194)	Variation du rang
Luxembourg	109 885,4	3	111 857,7	1	2
Singapour	81 538,4	4	92 003,2	2	2
Irlande	53 537,8	11	89 477,0	3	8
Qatar	116 493,5	2	88 639,8	4	-2
Suisse	67 091,9	6	69 079,5	5	1
Norvège	59 856,2	8	62 374,2	6	2
Etats-Unis	54 700,1	10	60 114,2	7	3
Brunei	69 441,8	5	59 123,7	8	-3
Hong Kong	53 187,9	13	56 420,8	9	4
Danemark	51 533,5	16	55 864,4	10	6
France	44 621,1	26	43 663,7	26	0
Russie	25 032,0	52	26 450,5	53	-1
Chili	21 567,9	61	22 149,7	61	0
Uruguay	19 972,4	64	21 290,1	62	2
Argentine	24 647,6	53	19 670,6	64	-11
Mexique	18 325,5	68	18 134,1	72	-4
Chine	9 627,3	107	16 296,6	76	31
<b>Brésil</b>	<b>15 394,3</b>	<b>76</b>	<b>14 139,7</b>	<b>84</b>	<b>-8</b>
Colombie	12 501,5	91	13 578,1	87	4
Paraguay	10 650,9	99	12 210,4	95	4
Afrique du Sud	12 636,3	89	11 405,9	101	-12
Pérou	10 595,1	100	11 253,1	102	-2
Equateur	10 968,1	96	10 435,5	108	-12
Bolivie	6 936,5	120	7 909,5	119	1
Inde	4 399,9	137	6 124,6	124	13
Venezuela	19 203,8	66	4 908,7	139	-73

Source : Fond Monétaire International, World Economic Outlook Database, avril 2021.

\*PIB/habitant en dollar constant et en parité de pouvoir d'achat constante.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)